

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay Meslay

Parçay-meslay, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SNCF VOYAGEURS

71 RUE DES ATELIERS
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 2025 - 796
Code AIOT : 0010000745

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement SNCF VOYAGEURS implanté 71 RUE DES ATELIERS 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le mercredi 03 décembre 2025, un incendie s'est déclaré au niveau de la cellule PP du bâtiment MTC. Le feu s'est limité à une cuve d'acide benzylique chauffé à 60°C.
Cette visite d'inspection réactive est réalisée suite à cet incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNCF VOYAGEURS
- 71 RUE DES ATELIERS 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS

- Code AIOT : 0010000745
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site technicentre SNCF de Saint-Pierre-des-Corps réalise la rénovation des trains et de pièces de train (matériel électronique et pièces mécaniques).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- REACH
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration de l'accident/incident	Code de l'environnement du 05/12/2025, article R.512-69 - 1er alinéa	Demande d'action corrective	2 mois
2	Transmission du rapport d'accident/incident	Code de l'environnement du 05/12/2025, article R.512-69 - 2e alinéa	Mesures d'urgence	30 jours
3	Gestion des eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	Mesures d'urgence	30 jours
4	Pollution accidentelle (déversement ...)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20. I et II	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Moyens d'alerte et moyens d'intervention incendie	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Gestion des déchets générés	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42	Mesures d'urgence	2 mois
7	Conformité au dossier de	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	demande d'autorisation			
8	Dispositions concernant l'installation en cause : vérification électrique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Zones de danger	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Moyens de prévention et lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration de l'accident/incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/12/2025, article R.512-69 - 1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration de l'accident/incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats :

À travers un article de la presse, l'inspection des installations classées a été informée le mercredi 03 décembre qu'un incendie a eu lieu sur le technicentre industriel SNCF Voyageurs à Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection des installations classées a demandé par mail des informations à l'exploitant.

Par courriel du 03 décembre 2025 (21h05), l'exploitant a informé la préfecture et l'inspection des installations classées, qu'un début d'incendie s'est déclaré le 03 décembre 2025 aux alentours de 12h45.

L'exploitant a donné les précisions suivantes dans son courriel :

- le début d'incendie s'est déclaré au niveau d'une cuve de décapant industriel servant au traitement de pièces métalliques située dans la cellule PP du bâtiment MTC. Cette cuve contient de l'alcool benzylique dilué ;
- Environ 200 personnes ont été évacuées et regroupées sur le point de rassemblement, tandis que le reste du personnel a été maintenu en confinement dans les bâtiments environnants. Par précaution, 18 personnes susceptibles d'avoir été exposées aux fumées ont été conduites au cabinet médical ;
- Le feu a été contenu à la zone de la cuve. L'intervention des pompiers s'est déroulée correctement ;
- Une enquête est actuellement en cours pour déterminer l'origine exacte du sinistre (potentiellement d'origine électrique) ;
- Aucun risque chimique n'a été identifié par le commandant du SDIS des équipes spécialisées risques chimiques ;
- L'accès au bâtiment a été rétabli, à l'exception de la zone sinistrée, qui demeure isolée et interdite d'accès.

L'exploitant devra être vigilant de bien intégrer l'inspection des installations classées à sa liste de contacts à prévenir en cas d'incident ou d'accident.

L'exploitant doit intégrer à sa procédure appliquée en cas d'incident ou d'accident la déclaration à l'Inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Transmission du rapport d'accident/incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/12/2025, article R.512-69 - 2e alinéa

Thème(s) : Risques accidentels, Transmission du rapport d'accident/incident

Prescription contrôlée :

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport

d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Par télédéclaration du vendredi 5 décembre, l'exploitant a transmis un rapport d'accident.

Les informations transmises par l'exploitant dans le cadre de son rapport d'accident sont retranscrites ci-dessous.

Description des événements :

Le jeudi 4 décembre 2025, aux alentours de 12h15, une odeur suspecte est détectée au niveau du hall de voie 11, dans la zone incluant les bâtiments MTC et PP. Des agents présents au sud du bâtiment PP signalent également cette odeur.

Un agent, équipier de première intervention (EPI) et pompier volontaire, se rend dans le bâtiment PP afin d'identifier l'origine du problème. Il constate alors la présence de fumée s'échappant de derrière la cuve, au niveau de l'espace situé entre une machine et un mur.

Vers 12h30, deux agents EPI tentent d'éteindre ce qui semble être un début de feu à l'aide de deux extincteurs AB. Ils arrosent sous la cuve.

Voyant que la fumée continue, ils appellent le responsable du pôle environnement à 12h35.

À 12h35, la procédure d'intervention est déclenchée : les pompiers sont contactés par l'intermédiaire du responsable de gestion opérationnelle et du gardien, en parallèle du responsable RSE. À 12h38, l'appel est officiellement transmis aux équipes de secours.

Face à la détection d'un risque d'incendie potentiel, le RSE décide de déclencher les alarmes incendie et d'ordonner l'évacuation des personnes présentes vers le point de rassemblement. Les équipements de désenfumage du bâtiment sont ouverts à 12h45. Les pompiers arrivent sur les lieux à 12h50.

Les FDS ont été fournies aux pompiers dès leur arrivée sur site.

La pompe alimentant la cuve est stoppée par action sur le dispositif de coupure d'urgence. Les alimentations électriques et gaz sont ensuite coupés par GRDF et Enedis. Un premier échange est conduit entre le SDIS et les équipes SNCF, au cours duquel les secouristes constatent la présence importante de fumée s'échappant du bâtiment, bien qu'aucune flamme ne soit visible.

Le vent venait de l'ouest.

Une deuxième équipe d'intervention du SDIS, composée de neuf pompiers est mobilisée. Celle-ci demande l'accès à des extincteurs (3 de type AB et 3 de type D), en lien avec l'exploitant du site. Les accès au bâtiment et toute circulation au sein du site est suspendue afin de sécuriser la zone. Les autres bâtiments voisins sont placés en confinement par l'exploitant pour répondre à la

demande d'absence de circulation du SDIS sur le site en raison de l'intensification des fumées.

Parallèlement, dix-huit personnes évacuées sont prises en charge à l'infirmerie pour inhalation de fumée (**effets sur les personnes**) . Les premiers constats médicaux confirment l'absence de conséquence.

Vers 14h50, selon les observations du SDIS, la cuve en cause est encore chaude, avec une température estimée à environ 150 °C. L'échauffement semble venir du garnissage autour de la cuve qui reprend ensuite feu. Les pompiers utilisent alors leurs émulseurs et ont "ouvert la machine" ce qui a permis la fin du feu et de l'échauffement.

Fin d'incendie à 16h22.

Après analyse des fumées par la brigade produits chimiques, le SDIS a indiqué que les fumées ne représentaient pas de dangers (**effets sur les personnes et l'environnement**). L'intérieur de la cuve n'a pas été touché donc il n'y a pas eu d'évaporation de produits chimiques.

L'exploitant ne possède pas d'autres cuves identiques sur le site.

Suite aux échanges entre le SDIS et l'exploitant, l'autorisation de reprise d'activité est donnée, sous réserve de maintien des mesures de sécurité, pour une durée d'environ trois heures.

Hypothèses causes de l'incendie

L'exploitant a constaté que les isolants des câbles électriques ont totalement brûlé dans le boîtier électrique, alors qu'ils sont presque intacts sous le boîtier et dans l'ensemble du voisinage du boîtier. Les premières conclusions semblent montrer que le feu est d'origine électrique, dû à un point chaud au niveau du boîtier.

Mesures d'urgences prises :

L'exploitant a ensuite pu récupérer les FDS des extincteurs et des émulseurs ayant été utilisés afin de vérifier leurs compositions pour commencer à étudier la filière d'évacuation des produits contenus dans la rétention.

Des tournées de contrôle ont eu lieu la nuit pour vérifier l'absence de reprise de feu.

Mesures envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire :

L'exploitant a vérifié ne pas posséder de cuves du même modèle sur son site.

En vue de la localisation du départ de l'incendie (dans le boîtier électrique), l'exploitant prévoit le passage en thermographie des armoires électriques des installations.

Néanmoins, le rapport n'est pas assez précis, notamment sur les points ci dessous :

- l'exploitant parle d'une zone de lessivage mais le feu est parti sur une cuve de décapant, le produit n'est pas cité (seulement son pourcentage de dilution)
- sur les substances/matières impliquées : pas d'indication

- les mesures prises après l'accident : pas d'indication
- Les causes premières et profondes : pas assez approfondies.

L'exploitant pourra s'appuyer sur la notice explicative des rapports d'accident et d'incident du BARPI pour compléter son rapport.https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2025/10/Notice_explicative_rapport_d_analyse_d_accident.pdf

L'exploitant doit compléter son rapport d'accident, en donnant plus de précisions notamment les causes de l'accident, les substances dangereuses en cause, les effets sur l'environnement, et les mesures d'urgence prises après l'accident. Ce rapport devra être actualisé et transmis en cas d'éléments nouveaux issus de l'enquête.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Gestion des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.

Constats :

Le site est équipé d'obturateurs permettant de confiner les eaux polluées au sein des réseaux d'assainissement : un obturateur pour le réseau d'eaux pluviales, au niveau du point de rejet des eaux pluviales du site, et un obturateur pour le réseau d'eaux industrielles, au niveau de la STEP du site.

Selon l'exploitant, les pompiers ont utilisé en premier lieu des extincteurs et leurs émulseurs pour éteindre l'incendie. Très peu d'eau a été utilisée. Les pompiers ont précisé durant l'intervention que le volume de la rétention, bien que paraissant faible, était pour l'instant suffisant pour contenir leurs produits d'extinction. Le pourtour de la cuve a été endommagé, mais la cuve en elle-même ne s'est pas ouverte, permettant de maintenir l'ensemble des produits qu'elle contenait à l'intérieur. Il n'y a donc pas eu de déversements d'acide benzylique au sein de la

rétenion.

Lors de la visite sur site, l'inspection des installations classées a constaté que les eaux et émulseurs ayant été utilisés pour noyer le départ de feu sont entièrement contenus dans la rétenion de la cuve.

Au lendemain de l'incendie, l'exploitant a pris contact avec son prestataire habituel pour l'évacuation des déchets. Il a transmis à celui-ci les FDS des extincteurs et des émulseurs qui ont été utilisés afin de caractériser les déchets. L'inspection des installations classées précise que la FDS des émulseurs utilisés par les pompiers indique que ceux-ci doivent être traités comme des déchets dangereux.

Par appel du 05 décembre 2025, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que Veolia devrait intervenir ce jour pour évacuer à la fois l'ensemble des produits retenus dans la rétenion, mais également de produits restants dans la cuve dans des GRV qui seront stockés sur site avant leur évacuation en filière appropriée, à savoir comme déchets dangereux (conformément à la FDS de l'émulseur M51+ utilisés par les pompiers).

Par courriel du 05 décembre, l'exploitant a confirmé avoir procédé au pompage du bac de rétenion, qui ont été mis dans des GRV stockés dans des armoires sur rétenions. L'exploitant a précisé que les déchets devraient être évacués la semaine suivante. Le mélange d'arcadecap situé dans la cuve devrait également être évacué la semaine suivante.

L'ensemble des eaux d'extinction ont bien été confinées.

L'exploitant doit justifier l'évacuation des eaux d'extinction dans les filières appropriées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Pollution accidentelle (déversement...)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20. I et II

Thème(s) : Risques accidentels, Absence de rétenion, fuite rétenion, sol non étanche...

Prescription contrôlée :

I. Dispositions générales

Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétenion dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétenion est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétenion est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action

physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

II. Cuves et chaînes de traitement

Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;- 50 % de la capacité totale des cuves associées.

Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le volume de la rétention de la cuve de 6m³ semblait sous-dimensionné (estimation à environ 3m³). Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la rétention était pleine au moins au 3/4. Le volume d'effluent pollué pompé le 05 décembre s'élève à 2 200l, ce qui confirme que rétention était sous-dimensionnée.

La rétention doit normalement être égale à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité de la plus grande cuve ou 50 % de la capacité totale des cuves associées.

L'exploitant a précisé lors de la visite d'inspection que suite à l'accident, la cuve présente sera démontée et ne sera plus utilisée. Néanmoins, l'exploitant présente d'autres cuves et d'autres stockages de liquides utilisés au titre de la rubrique 2564. Il doit donc justifier du bon dimensionnement des rétentions pour l'ensemble de ses cuves et de ses stockages.

L'exploitant n'a pas associé à sa cuve d'acide benzylique une rétention dont le volume est au moins égal à 100 % de la capacité de sa cuve ou 50% de la capacité totale des cuves associées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à

l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens d'alerte et moyens d'intervention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans tes lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., • la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un document intitulé "Consigne Incendie chantier central" qui a pour objet de définir les mesures de prévention destinées à éviter un incendie, et à préciser les moyens d'alerte et les dispositions à prendre en cas d'incendie.</p> <p>L'annexe 1 définit la procédure à suivre en cas d'incendie durant les heures de service :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dès qu'un agent est témoin d'un incendie, il prévient un équipier de 1ère intervention pour qu'il tente d'éteindre le feu sans se mettre en danger • Sur information de l'équipier de première intervention ou si le feu n'est plus maîtrisable en interne, il prévient les sapeurs pompiers • Sur demande de l'équipier de première intervention, l'agent déclenche le signal d'évacuation en appuyant sur un déclencheur manuel ou en contactant la loge • Il prévient le responsable logistique mouvement, installation outillage, le responsable fenêtre afin de demander l'obturation des réseaux • Il transmet ces informations au directeur de l'établissement, au pôle QSE. <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le déroulé de l'accident avant l'arrivée des pompiers à 12h50 :</p>

- Durant l'heure de la pause (12h15), des agents ont senti une odeur inhabituelle au sud du bâtiment PP
- Un équipier de première intervention (qui est par ailleurs pompier volontaire) est allé dans le bâtiment PP, où il a pu constater la présence de fumées à l'arrière de la cuve d'acide benzylique
- Deux équipiers de première intervention ont pris des extincteurs de type AB pour arroser sous la cuve (12h30)
- La fumée continuant à sortir de sous la cuve, les agents ont contacté le gardien et le responsable RSE (12h35)
- Le responsable RSE contacte les pompiers (12h35) et demande le déclenchement de l'alarme incendie qui est activé par le poste de gardiennage
- Les trappes de désenfumage (les plus proches du local) et les rideaux sont ouverts pour évacuer la fumée en dehors du bâtiment

L'exploitant devra établir un retour d'expérience qui servira d'appui pour modifier si besoin ses consignes incendie ou la formation de ses agents. La mise en oeuvre des consignes d'incendie n'a pas été respectée. Les pompiers n'ont pas été contactés en première intention. Les réseaux n'ont pas été obturés dès l'appel des pompiers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Gestion des déchets générés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets générés lors du sinistre

Prescription contrôlée :

(...)

Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

(...)

Constats :

Les déchets générés par l'accident sont :

- les eaux et émulseurs utilisés pour l'extinction, stockés dans la rétention (estimé à 3 000 l) ;
- le produit contenu dans la cuve (acide benzylique dilué) qui ne pourra plus être utilisé (environ 6 000 l) ;
- la cuve en elle-même, dont la paroi a brûlé et qui ne pourra plus être utilisée.

Au lendemain de l'accident, l'exploitant a indiqué qu'il avait pris contact avec son prestataire VEOLIA pour le pompage des liquides contenus dans la rétention, et leur stockage en attendant leur évacuation.

L'exploitant a indiqué qu'il allait dans un second temps prévoir le démantèlement et l'évacuation de la cuve. Lors de la visite d'inspection, il n'était pas encore déterminé si la cuve devait être partiellement ou entièrement évacuée en tant que déchets.

Par appel du 05 décembre 2025, l'exploitant a confirmé à l'inspection des installations classées le pompage à ce jour de la cuve et de la rétention, et le stockage dans des GRV en l'attente de leur évacuation dans des filières appropriés.

Le contenu de la rétention devra être évacué comme déchet dangereux.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées

- les lieux de stockage des GRV contenant les eaux et émulseurs d'extinction et le contenu de la cuve pour s'assurer des conditions de stockage en sécurité
- les voies d'élimination de chacun des déchets
- les bordereaux de suivi des déchets, et s'assurer de leur devenir jusqu'au lieu d'élimination.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier de demande d'autorisation

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Constats :

Par porter à connaissance du 27/11/2018, l'exploitant a transmis un dossier de modification à l'inspection des installations classées.

Dans celui-ci il précise son classement au titre de la rubrique 2563 pour un volume de cuve de 4 200 l, autrefois classé au titre de la rubrique 2564. Ce classement ne mentionne pas le produit arcadecap.

L'exploitant a transmis un deuxième dossier de porter à connaissance en 2023, mentionnant cette fois-ci un volume de 19 330 l au titre des activités 2563, sans toutefois préciser les produits et les cuves rentrant dans le calcul de ce volume.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que l'acide benzylique était employé en tant que décapant.

La rubrique 2563 est intitulée "Nettoyage dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles", et l'arrêté ministériel relatif à l'enregistrement pour la rubrique 2563 définit :

Nettoyage dégraissage lessiviel: opération permettant d'éliminer d'une surface quelconque, sans réaction chimique avec la surface du substrat, toutes particules de graisses et/ou résidus d'opérations antérieures, afin d'obtenir une surface propre, apte aux opérations ultérieures. Ce nettoyage-dégraissage est réalisé en utilisant des mélanges de substances minérales et organiques dans une base aqueuse non cyanurée. **En aucun cas cette opération n'est un décapage**

Il apparaît donc que l'acide benzylique utilisé en tant que décapant de peinture sur des pièces métalliques, de plus dans des conditions où il est chauffé à 60°C entre dans le périmètre de la rubrique 2564 : " Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques". Le volume des cuves étant supérieur à 1500l, l'utilisation d'une cuve de 6 000 l d'acide benzylique amène l'exploitant à être considéré comme soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2564.

L'exploitant devra clarifier sa position au titre des rubriques 2563 et 2564.

L'exploitant doit clarifier sa position au titre des rubriques 2563 et 2564 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en transmettant à l'inspection la liste des produits qu'ils utilisent, leurs rôles et les volumes dans lesquels ils sont stockés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Dispositions concernant l'installation en cause : vérification électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques

Prescription contrôlée :

« I. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

« Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

« Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique, ou par tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

« Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.

« II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.

« Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.

« III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.

« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

Le certificat Q18 réalisé le 27 mai 2025 par Socotec attestant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion mentionne en nature d'activité "Installations extérieures" pour le bâtiment MTC. Cela n'est pas cohérent avec la nature des installations, à savoir un bâtiment accueillant des activités de maintenance de trains, de peinture, ou encore de décapage.

Le rapport de vérification qui l'accompagne mentionne également "autour du bâtiment 257" en adresse d'intervention, et "installation d'extérieure" en activité principale.

Le rapport mentionne que le plan des zones à risques n'a pas été fourni. La vérification des installations indique qu'il n'y a pas eu de vérification des locaux, emplacement et installations mobiles à risques particuliers de chocs électriques, mais seulement la vérification des installations basses tensions par référence au code du travail.

L'exploitant ne fait pas réaliser de détection de points chauds des armoires électriques de ses installations.

Les premiers constats réalisés sur place au lendemain de l'accident semblent montrer que le départ de feu vient d'une petite armoire électrique située sur la cuve.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ses installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique, et de la réalisation d'un contrôle de détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Zones de danger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendies
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>« Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.</p> <p>« L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan général d'intervention de ses installations mentionnant les zones ATEX et les locaux transformateurs, en plus des moyens de lutte contre les incendies (accès pompier, barrage eau, poteau incendie, bouche incendie, coupure gaz et point de rassemblement). Ce plan date de 2018. De nombreuses modifications ont été apportées au site depuis, et ce plan devrait donc avoir été mis à jour depuis.</p> <p>Ce plan n'indique pas l'ensemble des zones à risques, à savoir incendie, explosions, émanations toxiques.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas des plans, tenus à jour, qui indiquent les zones à risques (incendie, explosions, émanations toxiques) au sein de chaque bâtiment</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Moyens de prévention et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendies
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :</p> <p>« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;</p> <p>« - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;</p> <p>« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>« II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>« III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>« L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>« Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La description du début de l'incident, montre que c'est le constat d'une odeur, puis de fumées par des agents qui ont permis de constater un départ de feu et donner l'alerte. L'exploitant a précisé que le bâtiment n'était pas équipé de détection automatique d'incendie. C'est ensuite le local de gardiennage qui a activé l'alarme incendie, suite à l'alerte des agents sur place qui ont constaté l'échauffement de la cuve.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de dispositif de détection automatique d'incendie.</p>

<p>Les locaux abritant l'installation de traitement de surface ne sont pas équipés de dispositifs de détection automatique d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendies</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>
<p>Constats :</p>

Le local abritant la cuve qui a pris feu n'était pas équipé de trappes de désenfumage, bien que considéré comme une zone à risque (local abritant l'armoire de puissance liée à la chauffe des bains).

Cependant, l'article 1er de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 précise :

« Cependant, les dispositions prévues aux articles 3, 4, 5, 11, 12, 13, au point c de l'article 14, au dernier alinéa de l'article 24, aux articles 25, 27, 29 et 39 ne sont pas applicables aux installations régulièrement autorisées antérieurement au 12 avril 2019 et relevant depuis lors du régime de l'enregistrement »

Type de suites proposées : Sans suite